

Commentaire inspiré de « *Onze fausses pistes sur le climat* » de Michael Löwy **Le capitalisme vert perce le plan climat de tous les partis, Solidaires compris**

Le texte « [Onze fausses pistes sur le climat](#) » de Michael Löwy (Inprecor, 27/08/22) est un plaidoyer contre le capitalisme vert tant ses prescriptions que son idéologie qui les crédibilise. Le capitalisme vert repose sur trois piliers : le marché et/ou taxe carbone qui prétendent régimenter le marché et financer la vertu; le « tout électrique » qui rebooste l'accumulation capitaliste dont le véhicule privé électrique qui renouvelle la consommation de masse; la capture et la séquestration du gaz carbonique qui garantissent la rentabilité du capital hydrocarbure déjà investi tout au long de la (trop longue) transition. Les politiques d'adaptation lui servent de police d'assurance et d'illusoire rassurance. Pour avoir confiance au capitalisme vert, il faut rejeter le fait que l'urgence climatique démontrée par le diagnostic scientifique du GIEC et popularisée par Greta Thunberg nous concerne directement et socialement. Pour y arriver, il faut se centrer sur des demi-vérités telles que la crise climatique vise une autre cible que soi-même et les siens (la planète, l'ours polaire, le Bangladesh), que la généralisation de gestes individuels à la portée de chaque personne suffirait, qu'on a tout son temps jusqu'en 2050 ou même 2100 ou même que les banques s'en occupent même s'il faut leur pousser dans le dos.

Le capitalisme vert est le lot des plans climat des principaux partis, de la CAQ aux Solidaires

Le capitalisme vert définit les politiques climatiques de tous les principaux partis politiques du Québec, du « tout électrique » de la CAQ à « Vision 2030 » Solidaire. Il est vrai qu'on y parle peu ou pas de capture et séquestration des hydrocarbures tout simplement parce que le Québec n'en produit pas et bien que Shell Canada opère un tel problématique équipement (Sam Meredith, [Shell's massive carbon capture facility in Canada emits far more than it captures, study says](#), CNBC, 24/01/22) largement subventionné par les gouvernements. Vision 2030 prévoit une taxe carbone corsée pour les industries ce qui les incitera à la grève des investissements et à la fuite de capitaux dans un contexte de libre-échange. Certes, selon la plateforme, le libre-échange est à « *renégocier* » ou à « *remettre en question* », ce qui suppose un Québec indépendant non pris en compte par Vision 2030 et non promu durant la campagne électorale. Même pour un Québec indépendant, les rapports de force au sein de l'accord de libre-échange tripartite Canada-ÉU-Mexique ne laisseraient d'autres options que l'acceptation toute crue ou le rejet en bloc. Quant au bonus-malus, il favoriserait les véhicules privés électriques plus encore que ne le font les subventions de la CAQ et des Libéraux fédéraux. En découle le nouvel extractivisme des mines à ciel ouvert, dont celles de graphite et de lithium qui empestent déjà le Québec, et la continuation de l'étalement urbain.

Back to the futur aux sommets socio-économiques du PQ pavant la voie à l'austérité

Cerise sur le gâteau, comme politique post-électorale l'aile parlementaire de Québec solidaire incite le gouvernement de la CAQ à se doter d'un plan climat bonifié en convoquant un

« sommet réunissant à peu près tous les acteurs de la société civile et visant à “donner des idées” au gouvernement » (Frédéric-Xavier Duhamel, [QS demande un nouveau plan climat](#), La Presse, 13/10/22) comme si la concertation entre classes sociales pouvait accoucher d'autre chose qu'un plan capitaliste vert, en plus fort modéré avec la CAQ, servant de facilitateur du consensus interclasse. La leçon des sommets économiques péquistes qui a inauguré l'austérité n'a pas été comprise. Cette proposition Solidaire démontre en plus que la perte d'une députée dans la circonscription de Rouyn-Noranda-Témiscamingue (RNT), la seule que le parti n'ait jamais subi, n'a pas non plus sonné de cloche.

Le recentrage a coûté aux Solidaires la première et seule perte d'une députée depuis sa fondation

La minière Glencore n'a jamais craint de fermer une usine comme riposte dans un conflit ouvrier car elle a les reins financiers assez solides pour ce faire (Hélène Bissonnette, [L'étrange cas d'Émilise Lessard-Therrien, ou pourquoi lutter pour les nationalisations](#), La Riposte socialiste, 20/10/22). L'échec électoral de RNT est dû au refus du parti de prendre en compte les emplois des travailleurs de l'usine. Était-il si sorcier de menacer le géant Glencore d'exproprier son usine sans compensation s'il ne respectait pas les normes des émanations de produits toxiques (ou une politique acceptable à la population locale) et si nécessaire de créer des emplois compensatoires écologiques aux mêmes conditions en Abitibi soit dans l'aménagement forestier, soit la dépollution des sites miniers soit la mise à niveau écologique des bâtiments ? Faut-il blâmer le syndicat de se satisfaire du compromis gouvernement-compagnie pour sauver les emplois concernés faute de mieux même si on peut déplorer son manque de colonne vertébrale ? Une politique Solidaire carrément de gauche eut été un bon exemple de conciliation de défense de l'emploi, de défense de l'environnement et de défense du climat.

Marc Bonhomme, 22 octobre 2022

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca